

*Initiatives parlementaires*

programme actuel du gouvernement et ce n'est pas le programme de l'industrie de l'immigration.

• (1800)

Il n'y a pas de doute que l'immigration pourrait servir les intérêts de l'économie et les intérêts des Canadiens. La recette du succès est simple. Il suffit de réduire le nombre des immigrants, en particulier en période de crise, comme celle que nous traversons actuellement, et de s'assurer que les immigrants acceptés au Canada sont choisis en fonction de leur aptitude à s'intégrer rapidement à l'économie et, par conséquent, à y contribuer.

Pour cela, la majorité des immigrants devraient être acceptés en vertu du système de points. Actuellement, il n'y a que 15 p. 100 des immigrants qui entrent de cette façon. Les autres entrent au titre de la réunification des familles ou à titre de réfugiés.

Pendant l'été, l'association de l'immigration a procédé à un sondage. Une des questions posées à un échantillon national de 1000 personnes se lisait ainsi: «Seriez-vous pour ou contre une proposition qui limiterait l'entrée au Canada des immigrants susceptibles d'entrer en concurrence avec des chômeurs canadiens pendant les périodes de fort chômage?» La réponse à cette question a été un oui massif. Les Canadiens approuveraient la réduction des niveaux d'immigration si l'on établissait que le marché du travail ne peut pas absorber de nouveaux venus. Soixante-sept pour cent des Canadiens sont de cet avis. En termes politiques c'est une majorité écrasante.

Ce n'est pas le seul sondage qui ait été fait. Plus tôt cette année, le ministère de l'Immigration a demandé à la société EKOS de sonder les Canadiens sur leurs sentiments à l'égard de la politique d'immigration. La majorité des Canadiens interrogés dans le cadre de ce sondage ont carrément dit que le Canada accueille trop d'immigrants. Cette réponse est très révélatrice.

Les Canadiens ont toujours été l'un des peuples les plus accueillants au monde. Nous avons accueilli les nouveaux venus et nous avons toujours cru qu'il y avait de la place au Canada pour ceux qui veulent contribuer, se faire une place et devenir des membres productifs de la société.

La majorité des gens, dont beaucoup sont eux-mêmes des immigrants, affirment maintenant qu'il faut resserrer les contrôles et fermer les portes. Franchement, ce genre de réaction n'est pas étonnant. La direction d'EKOS m'a dit qu'il y avait un lien direct entre l'état de l'économie et la volonté des Canadiens de limiter l'immigration.

Elle a également ajouté que le mécontentement actuel au sujet des niveaux d'immigration était sans précédent. Certains docteurs d'image voient de l'intolérance dans les résultats du sondage EKOS. Il n'en est rien. Il s'agit plutôt d'une réaction normale aux tensions que subit l'économie canadienne. Or, ces tensions qui semblent avoir échappé aux fonctionnaires du ministère de l'Immigration et au ministre lui-même, sont ressenties par les Canadiens qui se disputent les emplois.

Encore une fois, les Canadiens semblent avoir montré qu'ils sont plus sensibles aux conséquences d'une politique que ne le sont ceux qui l'ont élaborée. Les Canadiens ne sont pas intolérants; ils veulent une politique d'immigration conforme à leurs intérêts.

Les membres du gouvernement et l'industrie de l'immigration devraient se rappeler que lorsqu'ils accusent d'intolérance ceux qui s'opposent aux niveaux actuels d'immigration, ils s'en prennent à une majorité importante de la population. Faut-il croire que la plupart des Canadiens sont intolérants? Certainement pas. Les Canadiens veulent simplement du changement; ils veulent une politique d'immigration sensée. Ils veulent une politique d'immigration qui, d'abord et avant tout, fixe des niveaux d'immigration acceptables en fonction de l'état de l'économie, de façon concrète et pratique. De cette façon, l'immigration peut jouer dans l'intérêt de l'économie.

Ce serait bien simple de lier l'immigration à l'état de l'économie, et on en tirerait des avantages immédiats et substantiels.

Le ministre et son gouvernement refusent d'envisager une telle politique. Ils sont à l'écoute d'un petit groupe composé d'avocats spécialisés dans les questions de droit des immigrants et de réfugiés et de dirigeants de groupes ethniques subventionnés par le gouvernement, qui ont financièrement intérêt à préserver tels quels les niveaux actuels d'immigration, ou même à les faire monter. S'il en reste qui ne croient pas que le ministre de l'Immigration est au service de ceux qui ont des intérêts personnels dans ce domaine, ils n'ont qu'à regarder la nomination qu'il a faite à la Commission d'immigration et du statut de réfugié. On voit très bien qui tire les ficelles.

• (1805)

Le temps où l'immigration devait servir des intérêts particuliers est révolu. Il est temps de confier la politique de l'immigration aux Canadiens. Il faudrait les consulter. Il est temps de faire exactement ce que réclame cette motion. Malheureusement, cette motion ne peut faire l'objet d'un vote. Pourtant, elle est pleine de bon sens. J'espère grandement que le ministre est sensible aux demandes que le Parti réformiste formule depuis un bon bout de temps, de concert avec la majorité des Canadiens.

J'espère que le ministre considérera l'objet de la motion et qu'il se rendra compte qu'elle reflète bien la politique du Parti réformiste, ainsi que les vœux de la majorité des Canadiens. J'espère qu'il fera ce qu'il faut faire et qu'il réduira les niveaux d'immigration jusqu'à ce que le Canada ait réussi à surmonter la présente récession. Je ne puis qu'espérer que le ministre fera ce qui est bon pour le Canada. J'ai bien peur que ce ne soit pas ce qu'il a fait jusqu'à maintenant.

Je félicite mon collègue pour le bon sens dont il a fait preuve, et pour avoir eu le courage de déposer une motion qui va à l'encontre des politiques que son propre parti présente généralement.

**Mme Eleni Bakopanos (Saint-Denis):** Monsieur le Président, la motion dont nous sommes saisis aujourd'hui me donne l'occasion de dresser à l'intention du député une liste partielle des nombreuses initiatives auxquelles participe ce gouverne-